



« RAFLES, TRI, CAMPS : C'EST ÇA SELON VOUS L'ACCUEIL DES MIGRANTS ? »

**Des personnes solidaires interpellent Pascal Brice,
Anne Hidalgo et Giusi Nicolini**

Accueil : « Manière de recevoir qqn, de se comporter avec lui quand on le reçoit ou quand il arrive. V. Abord, traitement. Faire bon, mauvais accueil à qqn (et fig. à une idée, etc) » (Petit Robert)

Rafle : « Arrestation massive opérée à l'improviste par la police dans un quartier ou établissement suspect. V. Descente (de police) ; filet (coup de) » (Petit Robert).

Aujourd'hui, **Pascal Brice** (directeur de l'Ofpra) **Anne Hidalgo** (maire de Paris) et **Giusi Nicolini** (maire de Lampedusa) viennent parler à l'Opéra Bastille de leur engagement sur la question des réfugiés. Nous, personnes solidaires des migrant.e.s, non conviées, pas plus d'ailleurs que les migrants eux-mêmes, avons décidé de leur poser une question chacun.e.

Question à Pascal Brice.

Pour les migrant.e.s abandonné.e.s dans les rues de Paris, l'été a été marqué par des **violences policières** (chiens lâchés, tasers, lacrymogènes, charges, destruction des affaires, insultes racistes). Durant le seul mois d'Août, on a compté **14 rafles**, avec de nombreux blessés et hospitalisés. Présents sur le terrain, avons recensé **2500 arrestations**, qui ont débouché sur au minimum **64 placements en Centres de Rétention Administrative**, et plus de **250 Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF)**. Ces rafles ont eu lieu en pleine journée, sur les campements de Jaurès-Stalingrad. La queue des demandeurs d'asile de France Terre d'Asile a elle-même été prise pour cible par la police. La coordination française du Droit d'Asile a dénoncé des mesures visant à décourager les migrants de déposer une demande d'asile.

De même que le déploiement policier à la frontière italienne, qui les empêche de gagner le territoire français pour y déposer une demande conformément au droit international, ces OQTF ont pour but de créer des obstacles aux demandeurs d'asile. Elles ont été distribuées à des personnes qui n'ont comme torts que d'être abandonnés à la rue par l'Etat et d'attendre des mois un premier rendez-vous que la loi est censée leur garantir sous 72 heures.

M. Brice, vous qui ne cessez de vous enorgueillir à titre personnel lors de vos interviews des valeurs de l'asile politique de la France, avez-vous quelque chose à ajouter à votre silence après chacune de ces rafles, qui entravent un droit dont vous êtes pourtant le représentant officiel ?

Question à Anne Hidalgo.

Le projet d'un « camp humanitaire » pour migrants primo-arrivants est devenu le nouvel alibi des autorités défaillantes en matière d'accueil. **Mais pourquoi un camp alors qu'il existe 100 000 logements vides à Paris?** Sa localisation dans un no man's land à l'ombre du périphérique opère une mise à l'écart et confirme la volonté d'invisibiliser une présence « gênante ». On sait déjà les effets désastreux de ce type de relégation déjà expérimentée à Calais. En expulsant les migrants hors de la ville, les solidarités populaires ont été attaquées et cela a fait le lit de la xénophobie.

Madame Hidalgo, vous qui n'avez jamais mis les pieds sur un campement parisien, nous vous rappelons que des dizaines de femmes, d'enfants et de mineurs isolés dorment actuellement à la rue et que c'est la responsabilité de votre municipalité de prendre en charge les personnes vulnérables. En matière d'engagements, **les seuls résultats tangibles de votre action** sont : **des grillages ségrégationnistes anti-migrants, des fermetures de toilettes publiques aux abords des campements, des services propreté qui jettent leurs tentes et leurs affaires de couchage.**

Madame Hidalgo, dans le droit fil de cette ségrégation urbaine, est-ce un Hotspot de tri des migrants, que vous allez créer à Paris ?

Question à Ciusi Nicolini.

Comment concilier l'image de **Lampedusa** en tant que « modèle de l'accueil en Europe » avec la réalité de son **Hotspot insalubre. Des violences policières** pour forcer les migrant.e.s à déposer leurs empreintes, ce qui via le règlement de Dublin, porte atteinte à leur liberté de décider dans quel pays d'Europe demander l'asile ?

Comment accepter le fait que cette île de 12km de long ne possède même pas un hôpital pour soigner les migrant.e.s (ni d'ailleurs ses habitants autochtones) ? **Qu'elle est sur-militarisée (drones, radars, agents frontex, gardes côtes) ? Est-ce accueillir que d'interdire à des migrants souffrant d'accoster avant minuit, pour les diriger vers un centre de rétention ?**

Question au public.

Est-ce bien pour célébrer ces réalités sordides et applaudir ces élites qui les revendent que nous sommes conviés à l'Opéra Bastille ?

